

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP.^t : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
HORS DU DÉP.^t : — » 6 » 11 » 20
Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
PARIS : HAVAS et C^e, 8, place de la Bourse.
On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.
Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne) 25 cent
RECLAMES — 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chem. de fer d'Orléans. — Service d'Été.							
Arrivées à	Départs de	Arrivées à					
CAHORS	CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 ^m matin.	5 h. 10 ^m matin.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 40 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »		» 4 » soir.
Train de marchandises régulier :							
Départ de Cahors — 5 h. 20 ^m matin.		Arrivée à Cahors — 7 h. 55 ^m soir.		Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25 ^m matin.			

Cahors, 27 Juin.

Nous donnons la première place à une question qui intéresse particulièrement le Lot, et qui a occupé, vendredi dernier, la Chambre des députés :

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Robert Mitchell et plusieurs de ses collègues, relative à une enquête parlementaire à l'effet de rechercher les moyens de réduire les droits qui grèvent actuellement les vins.

La commission d'initiative conclut à ce que la proposition ne soit pas prise en considération.

M. Robert Mitchell développe sommairement sa proposition. Le vin est soumis à l'impôt depuis le moment où il se forme dans les cuves jusqu'à celui où il entre dans la cave du consommateur. L'Etat a ainsi perçu les cinq sixièmes du prix d'achat ; un sixième seulement revient au producteur.

Le droit est le même pour tous les vins, quelle qu'en soit la valeur. Pour rétablir la justice en cette matière, il faudrait se rendre compte des quantités de vins chers et de vins à bon marché qui entrent dans la consommation. Une commission d'enquête pourra seule recueillir ces renseignements.

Il faudrait aussi rechercher les moyens d'établir un droit proportionnel au lieu de l'acquit-à-caution tel qu'il fonctionne maintenant.

Les droits d'entrée et d'octroi sont tellement élevés, que beaucoup de vins ne peuvent être expédiés à Paris. Aussi, à Paris, se fabrique-t-il beaucoup de vins dans lesquels on trouve de la litharge, des sels de plomb et autres matières nuisibles. (Bruit).

Une enquête éclaircirait les faits et mettrait en lumière les moyens à employer pour remédier à un tel état de choses. (Très-bien ! très-bien ! à droite).

M. Andrieux, rapporteur, répond que la commission n'a pas cru qu'il y eût lieu de donner suite à la proposition. On voudrait réduire les droits qui grèvent actuellement les vins.

M. Robert Mitchell fait remarquer qu'il s'agit seulement d'obtenir une répartition plus équitable.

M. le rapporteur ajoute que la proposition est trop vague pour être prise en considération. Que ne formule-t-on des propositions précises et pratiques, aussi bien pour les droits sur les vins, que pour l'amélioration du sort du plus grand nombre ?

Une commission d'enquête, pour remplacer les droits sur les vins, devrait rechercher les économies à faire ou les nouveaux impôts à établir ; mais c'est là l'œuvre de la Commission du budget, et il faut craindre de multiplier les commissions d'enquête.

M. Ganivet dit que les auteurs de la proposition ne demandent pas qu'on diminue immédiatement les impôts sur

les boissons, mais qu'on recherche les causes de l'état de souffrance où se trouve la production vinicole, qu'on examine s'il ne serait pas possible de réduire les droits. (Interruptions).

Ces droits ont été augmentés, depuis 1874, dans une proportion considérable. L'orateur entre dans le détail des diverses modifications survenues dans la législation sur les boissons à la charge de la consommation et par suite de la production.

Dans les départements où le vin a peu de valeur, l'élévation des taxes constitue un véritable empêchement à l'écoulement des produits ; il en résulte un privilège pour les départements qui produisent des vins d'un prix plus élevé. L'étude de cette question rentrerait dans le programme d'une commission d'enquête.

La différence de taxe entre l'expédition en cercles et l'expédition en bouteilles est préjudiciable non-seulement à l'industrie vinicole, mais aussi à la verrerie et à d'autres industries accessoires.

C'est encore là une question qu'étudierait la commission, ainsi que celle de la suppression ou la réduction de la taxe qui pèse sur le vin à transporter.

A tous les points de vue, la proposition mérite d'être prise en considération ; car il ne s'agit aujourd'hui que de nommer une commission pour rechercher s'il y a lieu d'ordonner une enquête.

La Chambre a ordonné une enquête pour étudier les moyens de prévenir les explosions du feu griso ; c'est une question bien plus technique et spéciale que la question des vins.

Il s'agit d'alléger les charges qui pèsent sur les petits consommateurs ; ce n'est pas là une question politique, mais purement économique, et elle mérite toute sollicitude de la Chambre. (Applaudissements à droite).

M. Louis Passy, sous-secrétaire d'Etat des finances, dit que le gouvernement juge inopportune la proposition d'enquête parlementaire.

C'est par des propositions spéciales qu'il conviendrait de procéder pour introduire des réformes dans la législation sur les boissons.

Quant aux renseignements dont on peut avoir besoin, l'administration est toujours à la disposition des membres de la Chambre.

Mais il ne faut pas surexciter des espérances que le gouvernement ne saurait réaliser prochainement. (Très-bien ! à gauche).

M. Jolibois rappelle qu'il ne s'agit point d'obtenir une diminution, mais une meilleure répartition, qui serait favorable à la fois à la production et aux intérêts du Trésor.

Est-il juste de faire payer autant pour le vin que botté l'ouvrier et pour le vin qui paraît sur la table du riche ? La question n'a rien de politique, et elle intéresse le pays tout entier.

Il est procédé au scrutin et au pointage du scrutin sur les conclusions de la commission.

A la majorité de 207 voix contre 198, sur 405 votants, ces conclusions sont adoptées.

Dans le débat qui précède, la question vinicole a été mal posée. Ce n'est pas une enquête qui est nécessaire. On sait d'abord que les commissions d'enquête ne mènent à rien ; on sait, en outre, que rien n'est plus connu que les diverses taxes sur les vins, et que tous les points de cet important sujet sont élucidés depuis longtemps.

Ce qu'il aurait fallu demander à la Chambre des députés c'est l'abolition pure et simple de certaines augmentations d'impôt, qui sont véritablement onéreuses ; mais en même temps, comme nous sommes sous le coup de la guerre déclarée par Napoléon III, et que nous ne pouvons pas nous dispenser de régler tous les trois mois l'intérêt de l'argent que nous avons dû emprunter pour payer la politique de l'empire, il n'est pas juste de proposer une simple enquête sans dire par quels moyens on remplacerait les impôts dont on veut la diminution ou la suppression.

Rien de plus sensé que les observations présentées à cet égard par M. Passy. Faites des propositions spéciales, a-t-il dit ; mais les bonapartistes qui sont les auteurs de la demande d'une commission d'enquête, se sont bien gardés de prendre la question sous ce côté pratique. Ils ont mieux aimé une grande manifestation solennelle, bruyante et platonique : cela réussit quelquefois, et cela ne sollicite d'ailleurs aucun effort d'intelligence, aucune recherche financière, pour substituer un impôt plus juste à un impôt exagéré.

Mais cette belle entreprise ne trompe personne. On se dit d'abord que les bonapartistes devraient s'abstenir de proposer des diminutions d'impôt, eux qui, par leur politique désastreuse, ont obligé la France à créer des augmentations de recettes, pour la somme de HUIT CENT MILLIONS environ par année. Ensuite, les bonapartistes oublient que, si on les avait laissés faire, à la dernière Assemblée les propriétaires de vignes auraient été encore frappés de quinze millions de plus, au moins. Cette somme était réclamée par M. Magne, ministre des finances ; mais M. Magne fut renversé par la majorité de l'Assemblée, qui refusa de mettre ce nouveau fardeau sur les épaules déjà si chargées des viticulteurs.

Tous les députés bonapartistes, à cette époque, et notamment MM. le comte Murat et de Valon, votèrent en faveur de M. Magne. Aujourd'hui,

MM. le comte Murat et de Valon figurent au nombre des signataires de la proposition d'enquête!...

Il est clair que, M. Magne n'étant plus ministre, les bonapartistes se ravissent. Sans daigner nous apprendre quels sont leurs voies et moyens en matière de réformes financières, ils ne seraient point fâchés qu'on les représentât comme les amis des classes rurales. Eh bien ! c'est là une prétention qui n'a aucune chance de succès, malgré le zèle de quelques tambourinaires qui ont trop menti, il y a quelques mois, pour tromper encore qui que ce soit. Les votes du 15 juillet 1874, en faveur d'un surcroît de quinze millions d'impôt sur les vins, ne peuvent pas disparaître du *Journal officiel*. Il faut qu'on les rappelle aux populations, (et nous comptons sur les bons citoyens dans ce but) pour le cas où les agents bonapartistes essaieraient de battre la grosse caisse dans nos communes.

Après ça ne soyons pas trop sévères : les bonapartistes sont assez dévoilés d'un bout de la France à l'autre, pour qu'ils poursuivent, sans danger pour le gouvernement, leurs inoffensives campagnes, tantôt en faveur des braconniers, tantôt en faveur des viticulteurs.... qu'ils étaient en train d'écorcher il y a deux ans.

Il faut qu'on le sache, et nous terminons par là : l'impôt dont on a bien pu se passer en 1874, et que M. Magne et les bonapartistes voulaient établir, aurait coûté 400 mille francs par an environ au seul département du Lot.

Le *Temps* démasque en ces termes, la tactique bonapartiste à propos des vins :

M. Robert Mitchell est venu défendre contre la commission d'initiative une proposition destinée à jeter dans le giron du bonapartisme les habitants des pays vinicoles. Cette proposition tend à provoquer une enquête parlementaire « à l'effet de » rechercher les moyens de réduire les » droits de circulation, d'entrées et d'oc- » tri qui grèvent actuellement les vins. » Excellente idée, excellents gens ! Dégraver la consommation du vin, puis bientôt, sans doute, celle des autres denrées et de l'épicerie, puis, avant l'hiver, celle du combustible et des matières éclairantes, ce n'est pas le gouvernement qui aurait de pareilles inspirations ! Mais le bonapartisme veille, il a pour nous des entrailles de père, et ce ne sera pas sa faute si nous n'avons pas la poule au pot cette année comme nous l'avions au temps de M. Rouher et de M. Emile Ollivier.

Un seul point embarrasse. Comment le budget supportera-t-il les charges écri-

santes que lui a léguées l'empire, si l'on supprime tout ou partie des recettes que lui fournissent les droits sur les boissons ? Et si ces réductions peuvent être obtenues par l'accroissement d'autres recettes ou par la réduction de certaines dépenses, quelle commission d'enquête serait mieux en état que la commission du budget d'étudier cette question ; quel moment serait mieux choisi que la discussion du budget pour la discuter et la résoudre ? Mais non, les bonapartistes ont voulu faire leur proposition à part pour qu'elle ressorte mieux dans les comptes rendus, pour qu'elle soit plus facile à signaler dans les feuilles du parti. Elle deviendra ensuite ce qu'elle pourra, et peu importe qu'elle échoue comme projet de dégrèvement, pourvu qu'elle réussisse comme projet de réclame.

La majorité a refusé la prise en considération, mais pourquoi a-t-elle été moins compacte que d'ordinaire ? Parce que bon nombre de députés républicains, représentants de départements vinicoles, ont voulu se montrer aussi favorables à la réduction des droits que les députés bonapartistes.

Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier les considérations locales auxquelles ils ont obéi en cette circonstance et qui ont peut-être eu l'avantage d'oter à l'ensemble du vote tout caractère politique. Mais on ne voit guère ce que l'on peut gagner à flatter ainsi certaines catégories de contribuables. Après les vins, il faudrait faire des avances semblables aux divers produits imposés ; et que deviendrait le vote d'un budget si chaque député se croyait tenu de se prononcer, non d'après les intérêts généraux de l'Etat, mais d'après les intérêts spéciaux de sa circonscription ?

On lit dans les journaux de Paris :

A la suite de la décision prise par M. de Bismarck et communiquée à l'évêché de Metz, annonçant que les élèves du grand séminaire devront désormais satisfaire au service militaire, vingt-et-un de ces jeunes séminaristes ont quitté Metz et sont entrés en France.

Gloire à l'Empire !
Gloire et reconnaissance nationale à Napoléon I^{er} et Napoléon III !
La France partagée et décimée par les Napoléon voit une partie de ses enfants quitter pour toujours le sol natal et le foyer de la famille, parce que le souvenir de la grande patrie perdue vit au fond de leur âme.

Que les pères de famille, de Gramat à Cahors, de Castelnau à Souillac, se mettent à la place des malheureux parents des séminaristes de Metz. Ils sentiront combien le département du Lot doit être fier d'être le plus apprécié, après la Corse, par les meneurs bonapartistes !

